

**Comité d'Hygiène Sécurité et
Conditions de Travail
de Seine-Maritime
20 octobre 2022**

Sauf motif de séance exceptionnelle avant la fin de l'année, cette séance était la dernière dans son format actuel, réunissant localement les administrations des Douanes, des Finances Publiques et de l'INSEE. Les instances locales qui lui succéderont (désignées « formations spécialisées ») seront propres à chacune de ces trois administrations.

La présidente du CHSCT, qu'on avait déjà sentie peu intéressée par les conditions de travail, a apparemment décidé de marquer les esprits à sa façon pour cette dernière séance. En effet, c'est avec sa casquette de directrice régionale des douanes de Rouen qu'elle a cru bon de refuser un aménagement de poste préconisé par le médecin de prévention. *Chapeau madame la présidente !*

Présentation des DUERP et PAP

Les Documents Uniques d'Evaluation des Risques Professionnels et les Plans Annuels de Prévention des 4 directions régionales (INSEE, FiP, Douanes du Havre et Douanes de Rouen) ont été présentés aux représentants du personnel.

Solidaires s'est prononcée contre les plans proposés. Sans condamner le duerp et le pap en tant qu'outil, ni le travail des assistants de prévention, on ne peut se satisfaire des mesures de prévention qui, au niveau de nos directions régionales ne peuvent être que superficielles, dans un contexte général pathogène de baisse d'effectifs continue et de désorganisation des services par les réformes répétées dans nos administrations.

Il est par exemple un peu facile pour notre employeur, responsable des surcharges de travail, de prétendre protéger un·e agent·e de l'épuisement professionnel en lui proposant une formation !

Solidaires, à cette occasion, a également abordé le sujet de la dégradation de l'accueil des usagers aux Finances Publiques, cause majeure des situations conflictuelles subies par les agent·es. L'une des mesures de prévention proposées est de développer l'accueil sur rendez-vous et de réduire les plages d'ouverture ! L'administration cherche donc à présenter comme une amélioration cette poursuite d'une politique accordant toujours moins de moyens à l'accueil, menant en réalité à des délais de rendez-vous toujours plus long !

Budget 2022

Les dernières propositions de dépenses sur le solde du budget 2022 ont été validées. Il s'agit pour l'essentiel de mesures de qualité de l'air, de diagnostics et mesures concernant l'amiante, et d'interventions concernant la ventilation et les luminaires.

Refus d'aménagement de poste

Comme indiqué en préambule, l'ensemble de la représentation du personnel a découvert avec consternation qu'un aménagement de poste préconisé par le médecin de prévention pour raisons médicales avait été refusé. Il s'agissait d'une contre-indication aux contrôles physiques pour une période de plusieurs mois.

La directrice régionale des **douanes de Rouen** nous a expliqué que cela nécessitait des précisions, et qu'elle avait discuté avec le médecin pour finalement considérer que, si, le contrôleur de visite pouvait bien faire des contrôles physiques, en n'allant pas trop loin, sans prendre de marchandises, sans monter dans des camions... Le médecin de prévention, heureusement présent, a pu confirmer son avis à savoir « pas de contrôle physique ».

Devant le tollé général des représentants du personnel, la directrice a fini par indiquer qu'elle accepterait cet aménagement sur la base d'une nouvelle fiche « plus claire » avec la mention « poste sédentaire ».

On comprend qu'il fallait sauver la face... la préconisation était pourtant parfaitement claire, et comportait bien cette mention !

Exercices d'évacuation

Solidaires a soulevé une difficulté concernant l'évacuation du **Centre De Contact (Finances Publiques de Rouen)** : il n'y a qu'une seule sortie, étroite par rapport aux effectifs présents dans le bâtiment. Le point sera étudié par l'administration. Par ailleurs, concernant ce même site, nous avons eu confirmation que le télétravail pourra être accordé au besoin selon les nuisances sonores occasionnées par les travaux du voisinage.

Concernant les évacuations, l'Inspecteur Santé et Sécurité au Travail a plaidé pour une formation de l'ensemble des agents aux fonctions de guide et serre-files, et pour une organisation collective de répartition de ces rôles lors des évacuations.

Registre Santé et Sécurité au Travail

Nous avons demandé des précisions quant à la possibilité d'accéder aux douches de la CELTICS pour les agents du **Bureau Central des Douanes du Havre**. Il nous est indiqué qu'elles seront prochainement accessibles.

Concernant ce même site, nous avons signalé notre inquiétude concernant la dégradation du matériel (bureau, fauteuils) de la **Cellule de Levée de Doute**. Il nous est assuré qu'il sera remplacé.

Accidents de service (Douanes)

Un nouvel accident est survenu lors d'une séance de formation TPCI (Techniques Professionnelles de Contrôle et d'Intervention), occasionnant plusieurs mois d'arrêt. **Solidaires** a rappelé à cette occasion que ces formations sont malheureusement une source d'accidents qui doit amener l'administration à s'interroger. Les heures de sport accordées aux agent·es de surveillance ont été supprimées, alors qu'elles permettaient de contribuer à la bonne condition physique des agent·es, qui est un moyen de diminuer les risques, en formation comme en service.

Rétablissons les heures de sport !!

Fiches de signalement

Solidaires est intervenu par rapport à une fiche de signalement du PGAS (**Douanes du Havre**). L'incident met en lumière la responsabilité particulière des cadres dans les risques psychosociaux des agent·es : un non respect de la voie hiérarchique suffit à générer de fortes tensions !

Service Technique Automobile du Havre (Douanes)

A la demande d'une organisation syndicale, la situation au STA a été ajoutée à l'ordre du jour. Des représentants du personnel expriment des doutes sur la pertinence de la solution de médiation proposée par l'administration pour surmonter le conflit interpersonnel.

Il est demandé à ce que le médiateur présente sa démarche y compris aux acteurs de prévention.

L'assistante de service social rappelle l'existence du réseau France-Victimes qui permet une prise en charge de toute personne s'estimant victime d'une infraction pénale, que celle-ci soit juridiquement établie ou non.

Rénovation de la cité administrative - Réinstallation de la DRFiP

Après la tranche 2, c'est maintenant la tranche 3 qui entre en phase de « microzoning ». Les derniers services de la DRFiP (sauf la paierie régionale et la trésorerie du CHU) rejoindront alors la cité :

- la Trésorerie Rouen Métropole
- les deux Brigades Départementales de Vérification
- la Brigade de Contrôle et de Recherche
- le Pôle de Contrôle et d'Expertise
- le Pôle de Recouvrement Spécialisé
- la Trésorerie Amendes
- le centre de contact

Nous nous félicitons que nos remarques aient été satisfaites pour l'essentiel concernant l'installation du Centre de Contact, à l'exception de l'espace disponible et surtout de la taille des bureaux.

Un représentant du personnel alerte l'administration sur les fuites de plus en plus préoccupantes dans le garage.

Contrôle des espaces confinés des navires (Douanes)

L'école nationale des douanes de La Rochelle a procédé à des modifications de son guide de formation sur le contrôle des espaces confinés, suite à des travaux menés en lien avec l'ISST aéro-maritime (Inspecteur Santé et Sécurité au Travail). Le cahier des charges de la formation doit être maintenant présenté pour information aux représentants des personnels en comité technique au niveau national.

Une organisation syndicale a demandé en complément : que soient exigées les formations de contrôle des navires de niveau 1 et 2 avant d'accéder à cette formation, considérée comme un niveau 3 ; que soient prévus les recyclages périodiques pour conserver l'habilitation ; que soient précisées les instructions concernant ces contrôles (temps de ventilation des espaces à contrôler).

Schéma directeur de l'immobilier (Douanes)

Les projets d'implantations et de densification des services de l'état sont pilotés par les préfetures et sous-préfetures dans le cadre du nouveau schéma directeur de l'immobilier de l'État en région Normandie pour la période 2023/2028. L'objectif de réduction de 60% des consommations énergétiques d'ici 2050, prévu au décret tertiaire découlant de la loi de transition énergétique, aura des conséquences importantes sur ces projets.

En ce qui concerne la **douane du Havre**, de nombreux sujets se présentent :

– Relogement du secteur **EAT**

La nouvelle implantation n'est pas connue. A ce stade, le seul nouvel espace accessible pour des services douaniers serait au 1er étage du bâtiment de la Direction Inter-Régionale de la Mer, accolé au Bureau Central. Une convention d'occupation est en cours de rédaction par le Responsable de la Politique Immobilière de l'Etat, avec un potentiel de 35 postes de travail.

– Relogement du secteur **Océan** (prévu au bâtiment Darse4)

– Rénovation du **CREPS**
(mise au normes des risques technologiques et densification)

– Evolution possible du **PIF PEC**

– Libération du bâtiment de la **DR**

– Rénovation des espaces de travail de Surveillance (possibilité d'une implantation des brigades sur le site de la **BSEC**, démolition prévue du bâtiment de la **BSEP**)

– Rénovation du **Bureau Central** (pour l'efficacité énergétique)

Nous apprenons également à cette occasion que le projet de déménagement des services de **l'Hôtel des Douanes de Rouen et de l'INSEE** dans une nouvelle cité administrative est suspendu, pour une question de budget. La décision de l'implantation future de ces services dépendra d'une estimation du budget pour une rénovation thermique du bâtiment de l'Hôtel des Douanes.

Questions diverses

Un nouveau rapport d'évaluation de la qualité de l'air au **sous-sol du Bureau Central des douanes du havre** conclut à une nette amélioration depuis les mesures de l'année dernière, ayant détecté du xylène et du toluène émanant vraisemblablement de marchandises stockées. L'ouverture d'un vasistas et le désencombrement de la zone ont permis l'amélioration de la situation. Une nouvelle ouverture sera appliquée pour viser une qualité de l'air « excellente » au regard du taux de composés organiques volatils.

Solidaires a relayé des demandes bâtementaires des SGC (Service de gestion Comptable) de **Grand Quevilly** et **Menil-Esnard**.

Solidaires a alerté sur le mal-être exprimé au **SPFE** (Service de la Publicité Foncière et de l'Enregistrement) de Rouen. Nous ne partageons pas l'avis de la direction qui estime que les actions envisagées permettront de normaliser la situation !

Solidaires était représentée par :

Christine Davoine (INSEE) ; Nicolas Marinier (FiP) ; Samuel Dréan (Douanes)